



PAS SANS NOUS ET PAS SANS NEWS

" Tant que vous ferez à notre place, ce ne sera pas pour nous,
ce sera contre nous "

TRIBUNE

Luttons tout·es ensemble contre les discriminations, le racisme et les injustices

Depuis des décennies, les habitant·es des quartiers populaires dénoncent les violences policières, les discriminations et les inégalités dont ils sont les premières victimes. Le vote de la loi « contre le séparatisme », dans un contexte islamophobe et liberticide, est une attaque très violente contre les musulman·es en France, pratiquant·es ou non, et des populations issues de l'immigration.

.....

Avec nombre de collectifs et d'associations, la Coordination nationale Pas sans Nous dénonce la loi sécurité globale et la loi confortant les principes républicains dite « loi contre le séparatisme ».

Avec des milliers de personnes en France, le 28 novembre dernier, nous étions rassemblés pour dénoncer la loi « sécurité globale » : une atteinte à la démocratie et une porte ouverte aux violences policières.

Depuis des décennies, les habitant-es des quartiers populaires ne cessent de dénoncer les violences policières, les discriminations et les inégalités sociales dont ils sont les premières victimes et se mobilisent depuis la Marche pour la dignité jusqu'aux rassemblements contre l'islamophobie.

Alors que la réduction des financements se fait cruellement sentir, les associations et collectifs s'engagent au quotidien, souvent en substitution des défaillances des services publics, dans des actions de solidarité comme on peut le constater depuis le début de la crise sanitaire ; cette loi « contre le séparatisme » constitue certes une menace contre la liberté d'agir des associations et une suspicion a priori sur leurs dérives sectaires supposées mais également sur un fond particulièrement islamophobe et liberticide.

Avec le vote de la loi « contre le séparatisme » à l'Assemblée nationale, où l'on a pu assister pendant les débats parlementaires à une surenchère de propos racistes venant de la droite et de l'extrême droite et à une position politique décevante d'une partie de la gauche parlementaire, c'est une attaque très violente qui est à l'œuvre à l'encontre des musulman-es en France, qu'ils ou elles soient pratiquant-es ou non, et des populations issues de l'immigration.

Toutes les dérives autoritaires sont dès lors permises : un ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche banalise l'expression « islamo-gauchiste » empruntée à l'extrême droite et avec cette enquête commandée au CNRS, exerce une véritable pression politique visant à atteindre la liberté

Cette loi instrumentalise le principe de laïcité au prétexte de lutter contre le terrorisme. Elle bafoue les valeurs républicaines et le principe d'indivisibilité en stigmatisant une partie de sa population.

Nous refusons que les populations issues de l'immigration soient les boucs émissaires d'une crise sociale et sociétale et que cette loi incite à la haine des personnes de confession musulmane au nom de la lutte contre le terrorisme. Nous refusons ce cynisme politicien que nous connaissons depuis trop longtemps.

Nous refusons tout amalgame entre la pratique de la religion musulmane avec les dérives religieuses sectaires et avec le terrorisme, qui lui n'est pas religieux.

Nous refusons la banalisation des discours de l'extrême droite à laquelle ces lois participent.

Plus que jamais nous devons poursuivre nos luttes pour une véritable politique de transformation sociale et pour la place que doivent y prendre les classes populaires.

Pas sans Nous, un syndicat des quartiers populaires, est présent quotidiennement auprès de ses habitant-es pour lutter contre toutes les formes d'injustices et de discriminations.

Nous appelons toutes les composantes du mouvement social, syndical et politique, les organisations antiracistes, collectifs et associations des quartiers populaires à se mobiliser contre cette loi dite « contre le séparatisme ».

Face à l'ampleur de la montée des discriminations et des inégalités sociales et de leurs conséquences sur la vie quotidienne des habitants des quartiers populaires, une mobilisation sur le temps long devient vitale, nous sommes et seront présents dans ce combat.

Pour ce faire, nous nous associons à la manifestation du 21 mars prochain afin d'opposer une large résistance contre cette loi raciste et liberticide.

Coordination nationale Pas sans Nous !

17 mars 2021

Partagez la tribune !



Luttons tout·es ensemble contre les discriminations, le racisme et les injustices

Depuis des décennies, les habitant·es des quartiers populaires dénoncent les violences policières, les discriminations et les inégalités dont ils sont les premières victimes. Le vote de la loi " contre le séparatisme ", dans un contexte islamophobe et liberticide, est une attaque très violente contre les musulman·es en France, pratiquant·es ou non, et les populations issues de l'immigration.

Téléchargez la tribune !

Tribune en pdf

Nos missions



Force de propositions auprès des pouvoirs publics



Porte-voix des habitants et des acteurs



Espace de ressources et de transmission



Expérimentations et formations